

Économie pour la Paix : une urgence pour la France et le monde.



Discours Pont de Claix, le 27 novembre 2025

Le 25 mars dernier, nous appelions travailleurs, travailleuses et retraité-e-s à se mobiliser contre la logique d'escalade mise en scène par Emmanuel Macron, mais aussi par la très russophobe Kaja Kallas, haute-représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, la va-t-en-guerre Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, le « faucon » de la majorité présidentielle Benjamin Haddad, Ministre délégué chargé de l'Europe, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, ou encore António Costa, président du Conseil européen, par leurs déclarations respectives.

Au prétexte d'un nécessaire soutien militaire à l'Ukraine – suite au retrait de l'aide américaine – dans un effort jusqu'au-boutiste pour maintenir une situation de conflit, l'Europe s'enferme dans une militarisation à marche forcée avec un plan de réarmement visant à mobiliser 800 milliards d'euros dont 150 milliards d'euros via un emprunt commun.

Nous dénonçons à ce moment que les 650 milliards soient pris sur la hausse des budgets d'armement des États qui devront passer de 2 % à 3-3,5% du PIB. De même, il est inconcevable que cette course à l'armement soit assumée financièrement par les travailleurs, travailleuses et les retraité-e-s européen-ne-s et que cet emballement belliciste ne vienne grever la dette publique, raboter les besoins sociaux, tandis que le patronat et le monde de la Finance, on l'a bien compris, en seraient préservés et en tireraient les juteux bénéfices.

Rappelons que les dépenses militaires européennes sont déjà exorbitantes avec 326 milliards d'euros en 2024, soit une augmentation de 30 % (1,9 % du PIB) entre 2021 et 2024, tandis que les peuples sont sommés de se serrer la ceinture.

Concernant le conflit Russo-Ukrainien, cela fait donc maintenant plusieurs mois, dans les pas des USA, que la France a mis au placard la diplomatie et s'est rangée sous la coupe de l'Otan de son nouveau secrétaire Mark Rutte.

Pour l'histoire, ce dernier affirmait en 2009 qu'au titre de la liberté d'expression la négation de la Shoah ou encore les discours de haine ne devraient plus être une offense criminelle.

Très récemment, il a apporté son soutien aux dirigeants israéliens lors de la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza et converse régulièrement avec Nétanyahou. Il autorise la livraison de pièces et d'équipements pour des avions de chasse F-35 de l'armée de l'air israélienne.

La montée en puissance depuis quelques années du discours belliciste européen et des financements débloqués pour préparer une guerre contre la Russie doit nous inquiéter, tout comme les discussions au sein de la coalition des volontaires ou encore celles entre la

France et l'Angleterre, dans le plus grand secret, s'appuyant sur la force expéditionnaire conjointe interarmées [CJF] qui entend se soustraire aux obligations internationales et en particulier à l'ONU pour intervenir en Ukraine... et probablement ailleurs dans ce qu'ils qualifient d'OPEX..

Alors que la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader et que tous les indicateurs virent au rouge (hausse du chômage et de la pauvreté, fermeture d'entreprises et désindustrialisation, coupe dans les budgets des services publics), Emmanuel Macron se revêt de l'uniforme et envoie un poisson pilote en la personne de Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées, nommé le 23 juillet, assener devant la Commission Défense de l'Assemblée nationale le 22 octobre un discours martial ou « la France doit se préparer à un choc contre la Russie d'ici 3-4 ans », il récidive lors du congrès des maires où « les Français devraient « accepter de perdre ses enfants ».

Ces propos, sans véritable fondement, visent à légitimer le narratif présidentiel présenté en faveur du lobby militaro-industriel, **quand le seul projet politique qu'ils leur restent pour la jeunesse est celui de les habiller en kaki.**

Rien sur Gaza et le Liban où les populations souffrent toujours de la guerre, rien sur le Venezuela où Trump fait stationner ses marines pour faire tomber le gouvernement, rien sur Cuba victime du blocus contre la résolution de l'ONU.

Nous le redisons la CGT, n'acceptera jamais que nos libertés individuelles et collectives soient bafouées au prétexte d'aventurisme guerrier. Nous réaffirmons que la France doit restaurer une diplomatie efficace afin de promouvoir le multilatéralisme et que son mandat au conseil de sécurité de l'ONU doit servir à sa fonction première de gardien de la Charte des Nations Unies. Cela passe par la sortie de l'OTAN et sa dissolution.

La France doit respecter les traités qu'elle a signés, notamment le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais aussi celui sur le commerce des armes.

En cette année des commémorations des 80 ans des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, elle s'honorerait à travailler à la désescalade d'armements et à signer et ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires.

Refusons cette idée d'une nouvelle Union Sacrée, alliance de 1914, trahison historique des bâtisseurs de paix qui a conduit à un massacre sans précédent pour le seul profit des capteurs de dividendes ; il ne peut y avoir de résignation face à un hypothétique conflit en 2030. La réponse ne peut être qu'une mobilisation immédiate pour la défense de nos droits sociaux et du modèle de société que nous prônons.

Nous refusons de sacrifier les conquies du Conseil National de la Résistance pour financer une course aux armements qui nourrit l'industrie de la mort. Exigeons l'arrêt immédiat de la rhétorique guerrière et exhortons le gouvernement à privilégier la voie de la diplomatie et de la paix.

Le 2 décembre, mobilisons-nous partout par la grève et la mobilisation pour un budget national tourné vers une politique et une économie de la paix.

Merci pour votre écoute.